

# LE BIMI

la  
cgt  
93

N° 919 • Février 2024 • Mensuel syndical de l'Union Départementale CGT 93 • 1.50 €

## ENSEMBLE CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE !



### **Vie Syndicale :**

*Saint-Ouen : à Alstom,  
la CGT réussit sa percée  
chez les cadres*

### **Dossier Éducation :**

- *L'école, marqueur du séparatisme des riches*
- *Un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis*

### **USR CGT 93 :**

*L'« or gris » des Ehpads  
et le bien-vieillir*

### **IHS CGT 93 :**

*Entrée de Missak  
Manouchian au  
Panthéon*



**LE 8 MARS, ON ARRÊTE TOUT  
POUR GAGNER  
L'ÉGALITÉ SALARIALE**





# édito

**Florence PILES**

*Membre du bureau de l'UD CGT 93*

## **LE 8 MARS N'EST NI LA FÊTE DE LA FEMME, NI LA FÊTE DES MÈRES OU ENCORE MOINS LA SAINT-VALENTIN.**

C'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une journée de grève féministe de toutes et tous pour revendiquer et gagner l'égalité réelle au travail et dans la vie. C'est aussi une journée de solidarité avec les femmes du monde entier et de lutte contre les idées d'extrême droite sexistes et patriarcales.

En Seine-Saint-Denis, les camarades ont été des bâtisseuses d'unité syndicale pour organiser une initiative sur les questions d'égalité Femmes/Hommes. Le 4 mars, à la Bourse départementale du Travail, nous débattons dans le cadre de l'intersyndicale CGT, FSU, CFDT, Solidaires, des questions salariales (les femmes sont toujours ¼ moins payées en moyenne que les hommes), de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail, nous déconstruisons les idées réactionnaires « de réarmement démographique » et nous finirons cette journée en préparant nos banderoles et nos slogans pour la manifestation à Paris le 8 mars. Avec comme ambition, une grève féministe d'ampleur !

Cette journée sera aussi une caisse de résonance pour porter notre revendication majeure de la période, l'augmentation générale des salaires !

Les derniers chiffres confirment la pertinence de cette bataille. La hausse des prix atteint 4,9 % sur un an. Nos

salaires réels sont en recul de 2 % en moyenne, avec un phénomène de tassement et plus de 3 millions de personnes au Smic, dont une majorité de femmes. Bien qu'insuffisant, seul ce Smic est protecteur car il est indexé sur les prix.

Le seul moyen de ne plus subir l'inflation, c'est d'indexer tous les salaires, les minima de branches et les différents coefficients sur la hausse du Smic et des prix. Ce n'est pas du plus, c'est juste pour maintenir le niveau de vie des salarié-e-s.

Au lieu d'augmenter nos salaires, le patronat la plupart du temps propose des primes exceptionnelles et individuelles, non cotisées, à « la tête du client » (prime de partage de la valeur, dite « prime Macron »). Or, n'oublions pas : le salaire net c'est pour le mois mais le salaire brut c'est pour la vie. Même chose pour la participation ou l'intéressement qui ne suffisent pas et ne comptent même pas pour la protection sociale à toutes et tous, tout au long de notre vie (naissances, maladie, chômage, invalidité, retraites).

À la CGT nous refusons d'être des chasseurs de primes, nous exigeons des hausses de salaire BRUT, il faut que cela soit NET dans les têtes des patrons !

Se battre pour l'égalité, c'est pousser les droits de toutes et tous vers le haut.

**Alors travaillons à réussir une grande et belle mobilisation le 8 mars !**



## Sommaire

- 03** Editorial
- 04** 1 mois de luttes en images
- 06** Dossier Éducation :
  - L'école, marqueur du séparatisme des riches.
  - Un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis !
- 10** À Alstom, la CGT réussit sa percée chez les cadres.
- 11** La formation syndicale.
- 12** IHS-CGT 93 : Entrée de Missak Manouchian au Panthéon.
- 14** USR CGT 93 : L'« or gris » des Ehpad et le bien-vieillir.

Plus d'une centaine de travailleurs sans-papiers en grève depuis octobre sont venus chercher leur récépissé à la préfecture de Bobigny le 2 février dernier



12 Février 2024, rassemblement, avec la présence de Sophie Binet, devant TRANSEDEV à Roissy contre la répression syndicale et contre le licenciement de Nicolas Pereira, Secrétaire général de l'Union Locale de Roissy



8 février 2024, rassemblement devant la mairie d'Aubervilliers lors de la tenue du conseil municipal pour s'opposer à la fermeture de la bourse du travail décidée par la maire.



Rassemblement devant ALSTOM Saint-Ouen avec la présence de Sophie Binet. Les salariés se rassemblent tous les jours depuis le 6 février à 15h pour dénoncer la faiblesse des NAO et s'opposer aux 200 suppressions d'emplois en France (1500 dans le monde) alors que les carnets de commande sont pleins.



# L'école, marqueur du séparatisme des riches

**En nommant Amélie Oudéa-Castera au poste de ministre de l'Éducation nationale, l'exécutif, fidèle à ses habitudes, s'est enlisé dans une polémique à tiroirs mettant en lumière les inégalités criantes qui minent le système éducatif français.**

*"Je vais vous raconter cette histoire, celle de notre ainé, V. qui a commencé comme sa maman à l'école publique [...] Et la frustration de ses parents, mon mari et moi, qui avons vu des paquets d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacés. On en a eu marre, comme des centaines de milliers de familles".* Interrogée à propos de la scolarisation de ses enfants à Stanislas, établissement privé catholique parisien sous contrat, le storytelling de la nouvelle Ministre Amélie Oudéa-Castera, décrivant des absences non remplacées dans le public dérape et se heurte au mur de la réalité.

## Une infox qui met le feu aux poudres

Dès le lendemain, le journal Libération retrouve l'enseignante du fils de Mme Oudéa-Castera au sein de l'école Littré, un établissement public très réputé du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle n'a jamais été absente durant la courte scolarisation de l'enfant. Information confirmée par de nombreux parents d'élèves, la Ministre prise la main dans le sac doit organiser sa tournée d'excuses.

Médiapart révèle dans la foulée qu'une enquête administrative de février 2023 a été étouffée par le Ministère. Cette dernière mettait gravement en cause l'établissement privé dans plusieurs cas d'homophobie, d'humiliation, de sexisme. Il est notamment reproché à l'école privée d'inviter des intervenants extérieurs faisant, par exemple, l'apologie des thérapies de conversion à destination des jeunes LGBT. Des articles du journal des anciens élèves et des enregistrements de cours sont exhumés, et dévoilent une ambiance marquée par une idéologie christofasciste, mêlant sexisme, misogynie et homophobie.

Quelques jours plus tard, le média révèle également que Stanislas pratique des trucages pour contourner Parcoursup, un système dont aurait bénéficié le fils de la nouvelle Ministre.

## Mépris et séparatisme

*" Je me suis appuyée, avec une totale sincérité, sur le souvenir et le ressenti d'une expérience de maman d'il y a 15 ans. Maintenant, la parole d'une enseignante me donne tort. Dont acte "* plaide Mme Oudéa-Castera. Si les propos de la Ministre ont fait bondir l'ensemble du corps enseignant et des syndicats, c'est parce que la justification des mécanismes d'entre-soi de la bourgeoisie française ne peut se faire qu'au prix du dénigrement de l'école publique et des salarié-es qui la font vivre quotidiennement.

La sociologie de ce gouvernement illustre de manière crue ces mécanismes. Ainsi selon le journal L'Humanité, 50% des ministres actuellement en activité sont millionnaires. Gabriel Attal a ainsi effectué sa scolarité à l'école Alsacienne, autre établissement privé très chic du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, tout comme les enfants de Pap Ndiaye. J-M Blanquer, est lui-même passé par "Stan" à la fin des années 1970, certains de ses enfants ont été scolarisés dans le public et d'autres dans le privé.

## Le financement du secteur privé en question

Le 15 janvier dernier, des élus d'opposition (PCF) au Conseil régional révélaient que Mme Pécresse avait alloué près 1,8 millions d'euros à Stanislas en 2023, dont un bonus facultatif de 487 000 euros au-delà des obligations légales de financement dues à l'établissement privé sous contrat. Des subventions qui interpellent, alors même que Stanislas présentait un chiffre d'affaires de 22 millions d'euros en 2022 et dégage chaque année d'importants bénéfices.

Une nouvelle polémique qui tombe mal, alors que de nombreux établissements publics souffrent de problèmes d'infrastructures. C'est le cas du lycée Paul Eluard à Saint-Denis, où le média Reporterre a réalisé

un reportage fin décembre, et décrit un établissement dont " les murs qui s'effritent " et où les 1900 élèves étudient dans des températures inacceptables.

## La vérité des chiffres

Absences non remplacées, inégalités territoriales, stratégies d'évitement de la mixité sociale, financements publics ... Le crash politique de la désormais ex Ministre de l'éducation nationale a eu le mérite d'ouvrir une série de débats concernant le système éducatif français. Le dernier rapport de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGFAP) permet de dissiper un premier mythe en montrant que les enseignant-es comptent un taux d'absentéisme pour raison médicale de 5,5% en 2022, un taux équivalent au secteur privé, et inférieur à ceux de la fonction publique territoriale et hospitalière (8%).

En revanche, les territoires sont touchés de manière différente par les sous-investissements et les manques d'effectifs. Depuis plusieurs années, les syndicats de Seine-Saint-Denis dénoncent le fait que les enfants du département perdent en moyenne une année d'étude dans leur scolarité à cause des problématiques de non-remplacement. Un rapport parlementaire de 2018 va même jusqu'à affirmer que " le moins bien doté des établissements parisiens est mieux doté que le plus doté des établissements de la Seine-Saint-Denis. "

Des écarts qui semblent s'être légèrement comblés, puisqu'aujourd'hui les taux d'encadrement (nombre d'heures d'enseignement ramené au nombre d'élèves) des établissements de Paris et du 93 se sont rapprochés

(respectivement 1,311 et 1,307). Pour autant, ce taux peut-il à lui seul établir un diagnostic du système éducatif ? " Les dotations sont relativement égales, mais justement elles ne devraient pas l'être. Les dotations devraient être logiquement plus fortes en Seine-Saint-Denis, car la proposition sociale y est plus défavorisée " analyse Elise Huillery, professeure d'économie à l'université Paris - Dauphine, dans l'émission Vrai ou Faux de France info.

## Mobilisation pour faire pencher le rapport de force

Au centre des stratégies communicationnelles d'E. Macron depuis plusieurs mois, les enseignant-es subissent une double peine désespérante : poursuivre leur travail dans des conditions qui se détériorent d'année en année, tout en subissant les contre-feux politiques du camp présidentiel, tels que l'interdiction de l'abaya ou les expérimentations de l'uniforme. Simple tremplin pour un Gabriel Attal qui aura multiplié durant 5 mois les déclarations sans acte, l'éducation nationale a pourtant mis grandement en difficulté l'exécutif. Après deux journées de mobilisation très suivies les 1<sup>er</sup> et 8 février derniers, ce dernier retire à Mme Oudéa-Castera sa délégation sur l'éducation nationale, pour la confier à Mme Belloubet, ancienne ministre de F. Hollande. Une première victoire pour le corps enseignant, qui en appelle d'autres : l'intersyndicale de l'éducation nationale en Seine-Saint-Denis entend d'ores et déjà relancer la grève à l'occasion de la rentrée du 26 février, afin d'arracher à l'Etat un plan d'urgence plus que nécessaire pour la jeunesse du département, estimé à près de 358 millions d'euros par les syndicats.



# Éducation : Un plan d'urgence pour l'éducation en Seine-Saint-Denis



**Au terme de plusieurs semaines d'un travail de recueil de données auprès des enseignant·es et des parents d'élèves de Seine-Saint-Denis, l'intersyndicale départementale de l'éducation (CGT, CNT, FSU, Sud) a tiré un constat alarmant des inégalités dans le 93 lors d'un meeting à Bobigny en présence de Sophie Binet, Benoit Teste et Simon Duteil.**

« Nous avons renoué avec l'unité. Une unité précieuse, et le meeting de ce soir en est la preuve ! » se félicite **Louise Paternoster**, co secrétaire du syndicat CGT éduc'action 93.

Ce 21 décembre, le meeting organisé par l'intersyndicale départementale de l'éducation en Seine-Saint-Denis à la Bourse du travail de Bobigny fait le plein avec plus de 150 participant·es. L'occasion de rappeler les résultats accablants de l'enquête syndicale menée conjointement par la CGT éduc'action, la CNT, la FSU, et Solidaires à la fin de l'année.

## Une méthodologie de terrain

« On a organisé des tournées en binôme dans tous les établissements autour des nôtres. La démarche a été bien accueillie, elle nous a permis non seulement de faire ce bilan sur les problèmes d'effectifs et d'infrastructures, mais aussi d'aider des collègues sur des situations individuelles » raconte **Orlane**, militante de la CGT éduc'action et professeure à l'Ena, lycée professionnel de Saint-Denis.

Un travail de plusieurs semaines basé sur un questionnaire auquel ont répondu 50% des 1100



# Plan d'urgence pour Seine-Saint-Denis !

établissements du département le plus pauvre de France, qui compte près de 350 000 élèves, soit 20% de sa population totale.

## Infrastructures, effectifs, accès aux soins, les trous sont partout

*"L'état a été condamné plusieurs fois pour ne pas avoir assuré la continuité pédagogique des élèves du département et pourtant, depuis 2017, 10 000 postes ont été supprimés dans l'éducation nationale"* rappelle **Louise Paternoster**. La syndicaliste dénonce également *"une pénurie organisée qui aboutit à une crise d'attractivité sans précédent. Depuis deux ans, le 93 a perdu 1300 postes de professeurs des écoles."*

Depuis plusieurs années, les syndicats de l'éducation rappellent la perte pour les élèves de Seine-Saint-Denis d'un an de cours en moyenne sur l'ensemble de leur scolarité. D'après les résultats de l'enquête, les

besoins d'ouverture de postes se chiffrent en milliers : 5000 personnels enseignants, 175 CPE, 650 assistants d'éducation, 320 assistants pédagogiques et 2200 AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap). Les besoins sont aussi matériels. Outre la vétusté de nombreux locaux existants, l'intersyndicale revendique la construction de 20 collèges supplémentaires dans le département.

## Le 93, territoire des possibles et des gâchis

*"Quand on travaille dans le 93, on mesure à quel point les services publics sont importants. C'est à la fois une fierté de travailler ici, [...] mais aussi une frustration quotidienne et de la colère de voir qu'on n'a pas les moyens de faire notre travail"* décrit **Sophie Binet**, invitée au meeting. La nouvelle Secrétaire générale de la CGT sait de quoi elle parle, elle qui a exercé le métier de CPE dans un collège du Blanc Mesnil.

*"Plusieurs milliers de créations de postes sur le département, cela paraît beaucoup mais ce n'est rien comparé aux 200 milliards d'euros donnés annuellement et sans contrepartie aux entreprises"* rappelle **Sophie Binet**.

Place maintenant à la lutte pour rééditer le précédent de 1998, lorsqu'une grande mobilisation avait obtenu un premier plan d'urgence permettant l'ouverture de 3000 postes de professeurs en Seine-Saint-Denis.



# Saint-Ouen : à Alstom, la CGT réussit sa percée chez les cadres

**Externalisation, sous-traitance, automatisation ... L'évolution des moyens de production et des stratégies patronales a largement fait bouger les lignes dans beaucoup de grandes entreprises, avec un élargissement des collèges ingénieurs et cadres au détriment des ouvriers, cœur de cible historique de la CGT.**

*"Lors de ces élections, les salariés ont perçu que les cadres faisaient partie des préoccupations de la CGT"* explique **Malika Ammar**. Militante CGT confirmée, la cadre, qui travaille au sein de la division d'Alstom consacrée à la signalétique des trains, a été reconduite lors des élections professionnelles d'octobre dernier. Fait notable, la CGT réussit une percée importante dans le 3<sup>e</sup> collège du CSE, passant de 2 à 6 élu-es. Avec 38,4% des voix et 8 élu-es dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> collèges, la CGT talonne désormais la CFE-CGC et ses 9 élu-es.

## **Implantation chez les cadres : un travail de fond, de forme et de long terme**

*"Ces résultats sont le fruit d'un long travail. La motivation de la CGT a été constante pour s'imposer dans le paysage des ingénieurs et des cadres"* témoigne la syndicaliste, longtemps seule élue de la CGT au troisième collège de son site. Une réussite qui s'explique selon elle, par la coordination de la fédération CGT de la métallurgie et de l'Union Générale des Cadres, Ingénieurs et Techniciens (Ugict-CGT) qui a permis de produire de nombreux supports ciblés, dont un magazine de l'Ugict sur les élections professionnelles, distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans la région, et qui victime de son succès, a été réédité à la rentrée dernière. Plusieurs cadres du syndicat CGT Alstom de Saint-Ouen ont également suivi une formation de l'Ugict centrée sur les élections dans les collèges 2 et 3, permettant de se former à des stratégies électorales modernes. *"Nous avons pu mettre en pratique un rétroplanning, et nous appuyer par exemple sur des*

*enquêtes très qualitatives, afin de communiquer auprès de nos collègues et expliquer notamment pourquoi nous n'avions pas signé le dernier accord au rabais sur le télétravail"* détaille Malika.

## **Une conjoncture favorable**

Après avoir démontré durant l'année dernière qu'elle était une force incontournable dans le monde du travail lors du conflit contre la réforme des retraites, la CGT est aujourd'hui à un carrefour. Les stratégies patronales de sous-traitance et d'externalisation ont dispersé les unités de travail massives du passé, et la CGT, historiquement tournée vers la classe ouvrière, doit aujourd'hui également s'imposer chez les cadres pour conserver sa première place dans de nombreuses grandes entreprises. Pour Malika Ammar, la CGT peut bénéficier d'une conjoncture favorable pour y arriver : *"Parmi nos candidats, il y a beaucoup de jeunes trentenaires, autant préoccupés par les questions sociales que climatiques. Nos thématiques de campagne ont été très influencées par le renouvellement générationnel qui s'opère au sein du syndicat. De plus en plus de jeunes votent pour la CGT dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> collèges, il est indispensable de continuer à travailler ces questions."*

Des urnes aux luttes, les nouveaux élu-es de la CGT ont connu rapidement leur premier baptême du feu, avec une mobilisation nationale lancée depuis le début de l'année 2024 contre la suppression par Alstom de 293 emplois en France.





# COLLECTIF FORMATION SYNDICALE UD CGT 93

## PLAN DE FORMATION 2024

### Formation pour « Être acteur toute sa vie »

- Niveau 2 (La Courneuve) : 1<sup>e</sup> partie du 22 au 26 janvier 2024 et 2<sup>e</sup> partie du 22 au 26 avril 2024
- Niveau 2 (Bobigny) : 1<sup>e</sup> partie du 3 au 7 juin 2024 et 2<sup>e</sup> partie du 16 au 20 septembre 2024
- Lutter contre les idées d'extrême-droite (Bobigny) : 27 mars 2024
- Risques psychosociaux (Bobigny) : 10 au 12 janvier 2024
- Gagner les élections collège 2/3, Catégorie A/B (Bobigny) : 20 au 21 mars et du 29 au 30 avril 2024 ou du 18 au 19 septembre 2024 et du 13 au 14 novembre 2024
- Journée d'étude AT/MP (Bobigny) : 24 mai 2024

### Formation « Accompagnement à la responsabilité »

- Négociation d'un protocole électoral (Montreuil) : 8 et 9 février 2024
- Politique financière syndicat (Bobigny) : 25 novembre au 29 novembre 2024
- Formation des formateurs (Aubervilliers) : 10 au 14 juin 2024
- Communication (Bobigny) : 17 au 21 juin 2024
- Rédaction d'un tract (Bobigny) : 17 et 18 octobre 2024
- Accueil Luttes Sécurité (Pantin) : 17 au 18 juin 2024

### Formation « Accompagnement à un mandat »

- ECO – CSE : du 26 février au 1 mars (Bobigny) ou du 8 au 12 avril (Aubervilliers) ou du 24 au 28 juin (Bobigny)
- CSE – Santé : du 11 au 15 mars (Bobigny) ou du 15 au 19 avril (Aubervilliers) ou du 7 au 11 octobre (Bobigny)
- CSE Activités sociales et culturelles (Aubervilliers) : 4 au 6 septembre 2024
- Conseiller du salarié (Bobigny) : 15 au 17 mai 2024
- Défenseur Syndical : 18 au 22 mars 2024 ou 4 au 8 novembre ou du 18 au 22 novembre 2024
- Référent harcèlement sexuel (Bobigny) : 25 au 27 septembre 2024
- Délégué syndical (Bobigny) : 27 au 31 mai 2024
- Négociation annuelle obligatoire (Bobigny) : 6 au 7 mars 2024

### Divers

- Reversement Cogétise (Bobigny) : 13 décembre 2024
- Bureautique (Bobigny) : 2 au 5 avril 2024
- Bureautique (Bobigny) : 13 au 17 mai 2024
- Violences sexistes et sexuelles (Aubervilliers) : 17 au 19 janvier 2024 ou 18 au 20 décembre



## Entrée de Missak Manouchian au Panthéon



La seule femme du groupe, Olga Bancic, roumaine, communiste et juive, sera décapitée à Hambourg le 10 mai 1944.

### Poète, ouvrier et internationaliste

Orphelin, Missak Manouchian fuit avec son frère le génocide perpétré par l'empire ottoman, responsable du massacre d'1,5 million d'arméniens.

Ils débarquent à Marseille en 1925 puis rejoignent Paris.

Missak conjuguera son travail d'ouvrier tourneur et son talent de poète en adolescent solitaire.

Dès 1934, il adhère au Parti Communiste, se lie à la communauté arménienne et intègre la MOI (Main d'œuvre Immigrée), secteur mis en place par le PCF en 1925 et créée aussi par la CGT un an auparavant. La MOI servait à entraider et regrouper les étrangers (fuyant les pogroms d'Europe orientale) et les opposants anti-fascistes d'Italie et d'Espagne.

### Des étrangers et nos frères pourtant

Le 21 février 1944, 23 résistants étaient exécutés au Fort du Mont-Valérien par les forces d'occupation allemandes.

Ce verdict intervint après un procès fantoche et une traque de plusieurs mois opérée par la brigade spéciale anti-communiste des renseignements généraux, elle-même dépendant directement du gouvernement d'extrême droite de Pétain, exécutant des basses œuvres des nazis.

### Il aura donc fallu 80 ans pour qu'enfin une figure étrangère, ouvrière et communiste entre au Panthéon avec sa femme Mélinée.

Avec eux, lors de cette cérémonie, 90 résistants étrangers devraient être reconnus « Morts pour la France ».

Parmi eux, Joseph Epstein, alias Colonel Gilles, chef des FTP (Francs-Tireurs-Partisans) de la région parisienne, fusillé en avril 1944 qui, malgré les tortures infligées, ne livra aucun nom à l'ennemi, pas même le sien.

Nombre d'entre eux firent leurs premières armes en Espagne entre 1936 et 1938 pour défendre la République issue du Front Populaire, face au coup d'état fasciste de Franco et aux divisions mussoliniennes et hitlériennes. Internationalistes, ils firent partie de ces 35000 travailleurs de tous les pays, dont 10000 français, à s'engager dans les brigades internationales.

### De l'abattement à la résistance

En 1940, la débâcle de l'armée française, l'exode, l'occupation du pays par l'armée allemande, les rafles et les déportations de juifs qui s'ensuivirent installèrent un sentiment de résignation et de peur.

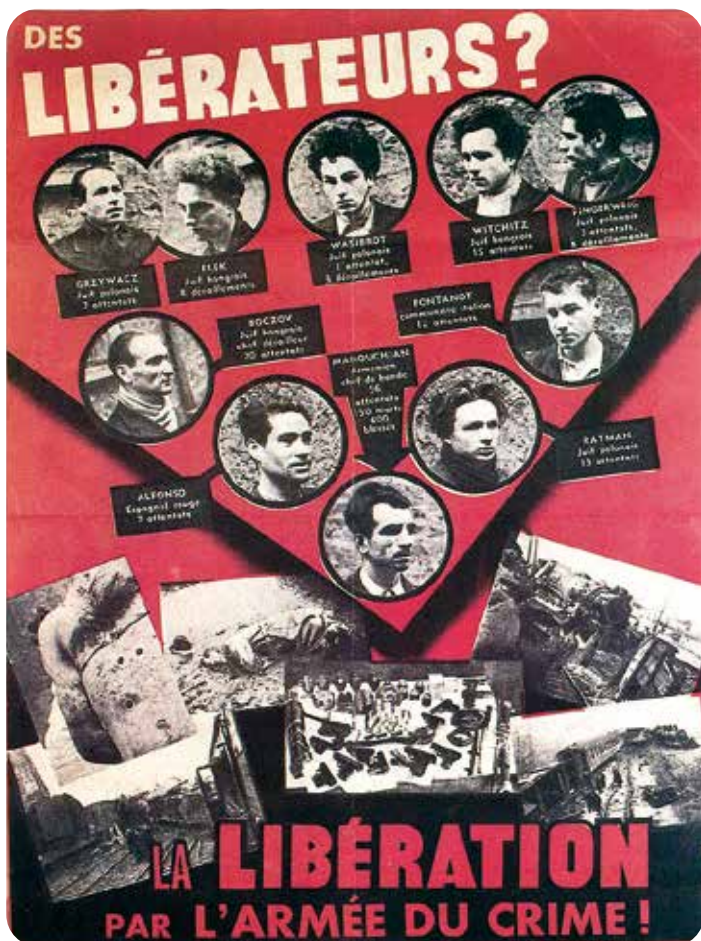
Le 21 août 1941, Pierre GEORGES, alias le Colonel Fabien, fut l'auteur du premier attentat contre un officier nazi à la station Barbès Rochechouart, premier signal de la lutte armée.

Intégrés dans les FTP-MOI, Missak et ses camarades menèrent des actions d'une audace inouïe qui

semèrent la panique parmi les militaires allemands et les collabos.

Les plus spectaculaires d'entre elles furent l'exécution du Général Ritter le 23 septembre 1943, responsable adjoint du STO (Service du Travail Obligatoire des Français en Allemagne) et l'attaque à la grenade d'un autocar rempli de militaires allemands près de l'Eglise d'Auteuil.

## L'Affiche rouge



Accusés de 14 déraillements de trains militaires et de 37 attentats, le procès des 23 s'accompagnera d'une virulente campagne de propagande nazie dans le but de discréditer la Résistance en l'assimilant à « terrorisme », à « l'armée du crime ».

15000 affiches seront placardées dans les grandes villes, des milliers de tracts diffusés, des films d'actualité projetés dans les cinémas.

Cette affiche, à caractère raciste désignant Manouchian en « Chef de bande », entourée des médaillons photos

de 9 autres résistants, qui avait pour but de susciter le rejet de la population française, se retournera finalement contre les nazis.

Depuis, les multiples revers infligés à l'armée allemande par l'armée soviétique et la victoire de Stalingrad en février 1943, l'espoir et la combativité rejaillirent.

Confrontée aux privations, au STO, à la surexploitation sur les lieux de travail, à la répression, la population réagit par des manifestations de reconnaissance aux martyrs étrangers par des inscriptions « morts pour la France » sur l'Affiche Rouge et des dépôts de fleurs.

De cette tragédie naquit le poème immortel d'Aragon « Strophes pour se souvenir » devenu « l'affiche rouge », chanté par Léo Ferré, Lavilliers et autres interprètes.

**« Le ventre est encore fécond d'où a surgit la bête immonde »**

Cette prédiction du dramaturge communiste Bertolt Brecht en 1941, se révèle d'une criante actualité au regard de l'ascension de l'extrême droite raciste partout dans le monde.

Le déploiement de murs et barbelés aux frontières, la haine des étrangers, assimilés à la délinquance et tenus responsables du chômage et de l'insécurité, la théorie mensongère et manipulatrice d'un prétendu « grand remplacement », l'accélération d'actes antisémites, la montée des intégrismes relèvent d'idéologies à consonance sectaire, nationaliste, fasciste.

En France, en votant la loi asile-immigration, dictée par l'extrême droite et son programme de préférence nationale, de remise en cause du droit du sol, une majorité de députés a trahi les idéaux de la République porteuse de liberté, d'égalité et de fraternité. Valeurs pour lesquelles sont morts Manouchian et ses camarades.

Malgré la sortie d'un tiers du texte, plus sur la forme que sur le fond, par le Conseil Constitutionnel, le retrait de cette loi, au fond raciste et xénophobe, reste d'actualité.

La mobilisation du 21 janvier, un mois jour pour jour de l'entrée de Manouchian au Panthéon, raisonne comme en écho aux vœux du partisan dans sa lettre à Mélinée, quelques heures avant son exécution, **« Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la liberté sauront honorer notre mémoire dignement ».**

**De nombreuses initiatives se sont déroulées dans plusieurs villes de Seine-Saint-Denis le 21 Février 2024 à l'occasion de l'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian notamment à La Courneuve et au foyer Manouchian de Blanc-Mesnil, ou conjointement le PCF et l'IHS CGT 93 ont invité la population à une cérémonie honorant leur mémoire.**

**Notre institut était présent et représenté par son secrétaire général, Alain Lepert.**

# L'« or gris » des Ehpad et le bien-vieillir

***Les scandales de la maltraitance, qui perdurent dans les Ehpad (Orpea\*, Emera, Korian, Medicharme...), leur gestion obscure, illustrent les effets délétères du modèle économique néolibéral inspiré des Etats-Unis, et appliqué par Macron. L'image odieuse de « l'or gris » doit disparaître et céder la place à une prise en charge réelle de la dépendance : c'est un vrai choix de société. Notre santé et le bien-vieillir l'exigent.***

« L'OR GRIS » est une formule souvent utilisée par une certaine presse pour désigner les retraités : nous sommes ainsi assimilés à un minerai précieux... qui peut générer de gros profits. Cette terminologie abjecte reflète pourtant une triste réalité. Le livre de Victor Castanet, *Les Fossoyeurs*, en mettant en lumière les pratiques du groupe privé Orpea (pratiques par ailleurs communes à d'autres établissements), montre comment l'hébergement des personnes âgées est un filon à exploiter comme des mines d'or par des financiers « décomplexés ».

Le secteur privé lucratif des Ehpad intéresse beaucoup les investisseurs. Théo Bourgeron est un universitaire spécialiste de la finance, auteur d'un rapport sur la financiarisation du grand âge. Ce qu'il y développe mérite que nous nous y arrêtions :

- Le secteur privé lucratif dans les Ehpad est constitué de deux gros pôles : les groupes cotés en Bourse, comme Korian et Orpea (les deux plus importants en France) ; les groupes détenus par des fonds de capital-investissement, qui achètent des entreprises non cotées.

- Face à la croissance du besoin de lits en Ehpad, les pouvoirs publics ont décidé de soutenir le secteur privé lucratif. Les Ehpad détenus par les fonds de capital-investissement font un usage très particulier de la dette. Quand ces établissements sont détenus avec beaucoup de dettes, ils sont quasiment exonérés du paiement de l'impôt sur les sociétés. En effet, ils peuvent déduire de leurs bénéfices les intérêts de la dette à rembourser. Une « subvention » cachée, en quelque sorte ? Ces groupes privés peuvent également dégager des liquidités en vendant de l'immobilier pour racheter d'autres établissements, donc s'étendre. Il faut préciser que le secteur non lucratif ou public ne peut bénéficier de ces mécanismes.

Voici comment les « économies » sur le personnel, les repas, les couches et les médicaments permettent d'accroître les profits. L'« or gris » dans les Ehpad, ça peut rapporter gros...

## Le grand Monopoly du système privé lucratif

Un exemple éclairant : Medicharme est un mastodonte français des maisons de retraite qui a englouti des sommes considérables en subventions publiques financées par la Sécurité sociale. Il est aujourd'hui endetté à hauteur de 32 millions d'euros, et sur le point de liquider quelque 2 000 résidents et 1 300 employés dans ses 43 établissements.

Que penser alors de ce Monopoly qu'est le secteur privé lucratif, à l'heure où est posée avec force la question des hébergements en résidence spécialisée, de l'aide à domicile... donc de la dépendance ? La loi grand âge est soi-disant prévue pour fin 2024. Sans doute une façon pudique de dire qu'elle pourrait disparaître du paysage politique...

En attendant, une loi « bien vieillir » avance un plan de prévention et de lutte contre l'isolement social en établissement ou à domicile, sans réelle ambition, et surtout sans véritables moyens financiers. Pourtant, les besoins vont augmenter fortement avec la longévité et l'arrivée au grand âge de la génération du baby-boom ... La santé est essentielle au bien-vieillir. Si le vieillissement augmente la dépense de santé, c'est l'augmentation de cette dépense de santé qui permet de bien vieillir. Mais tout le monde ne vieillit pas en bonne santé. Avoir accès aux soins, aux médicaments et aux services essentiels en hébergement ou à domicile accroît l'espérance de vie.



Pour la CGT, les êtres humains ne peuvent être traités comme une marchandise, ce qui est bien sûr en totale contradiction avec le marché de « l'or gris », ses machines à cash, la priorité donnée aux dividendes des actionnaires, et les situations inextricables dans lesquelles sont plongés des personnels (notamment des Ehpad) qui ne peuvent plus faire correctement leur travail. L'objectif prioritaire est bien de rompre avec la marchandisation de la santé. C'est d'un **service public de l'aide à l'autonomie** dont nous avons besoin, porté

par une **Sécurité sociale intégrale**, et non d'un secteur privé lucratif dont l'objectif sera toujours de rendre rentable ce qui n'a pas à l'être.

\* Concernant Orpea, selon France Info, des perquisitions ont eu lieu simultanément en Belgique, Italie, au Portugal, au Luxembourg, en Suisse et en France, dans le cadre d'une enquête ouverte notamment pour des chefs d'abus de confiance aggravés, abus de biens sociaux aggravés et blanchiment aggravé.

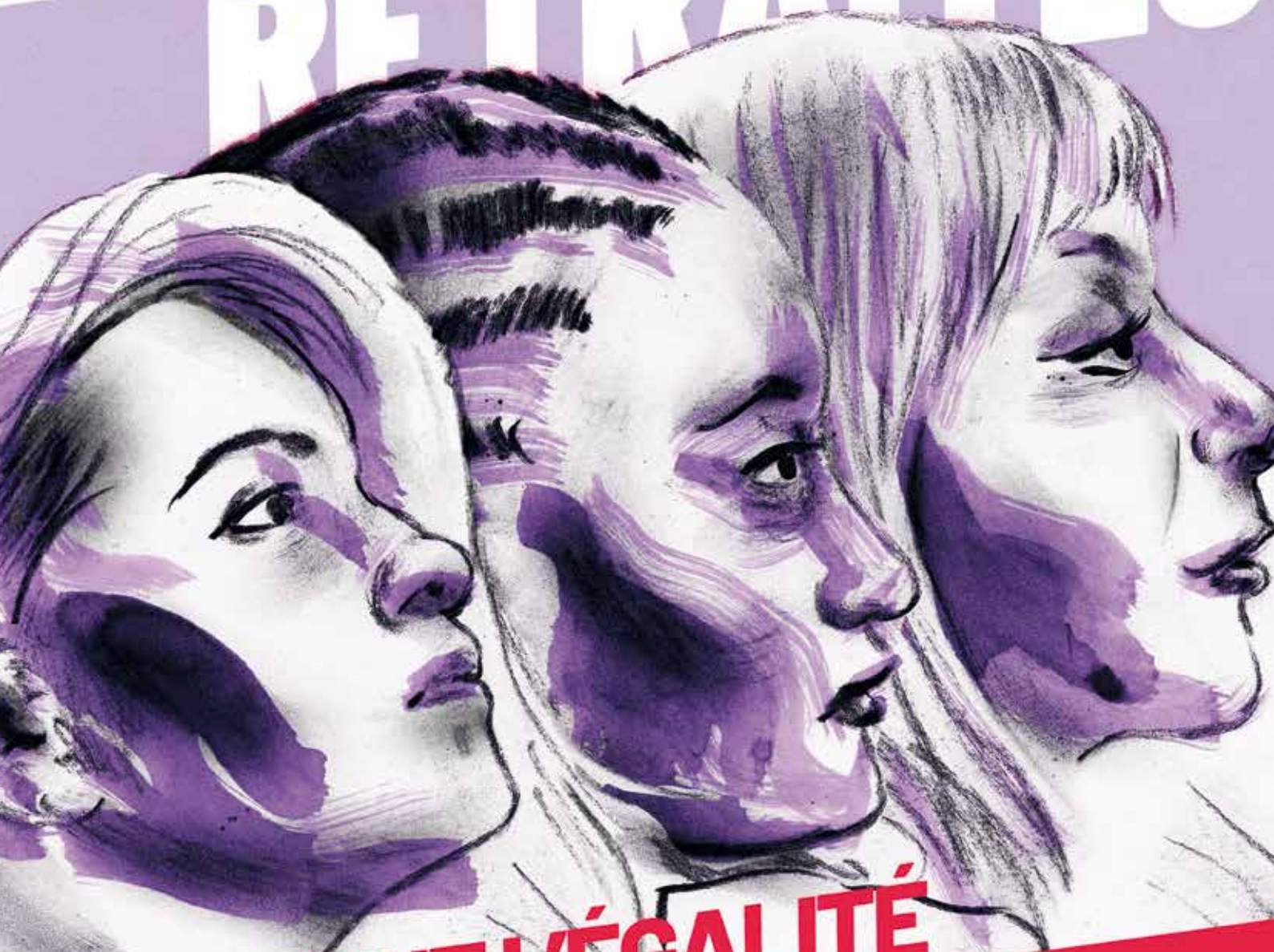
## LA CGT EXIGE

- Une prise en charge financée de l'autonomie dans la branche maladie de la Sécu
- La mise en place d'un service public d'accueil et d'accompagnement des personnes en perte d'autonomie
- La création de 100 000 emplois dans les hôpitaux et 200 000 dans les Ehpad
- La revalorisation des salaires pour l'ensemble des personnels
- La mise en place de normes dans les établissements, qui imposerait un nombre suffisant de personnels qualifiés ; des règles et des seuils pour des repas de qualité, des soins adaptés, du matériel à la hauteur des besoins
- Une systématisation des contrôles, donc des moyens pour les services de l'ARS

# MANIFESTATION

**VENDREDI 8 MARS 2024**

**14H - PLACE GAMBETTA - PARIS**



**ON VEUT L'ÉGALITÉ  
ENTRE LES FEMMES  
ET LES HOMMES**

